

Croissance économique : à la recherche d'un nouvel élan

Premier volet : réfléchir sur les causes de la quasi-stagnation actuelle

Deuxième volet : repérer les nouveaux leviers de la croissance ici et ailleurs pour agir plus durablement

La faiblesse de la croissance économique un peu partout sur la planète persiste et les répercussions associées à ce manque de vigueur sont de plus en plus redoutées. L'instabilité et l'incertitude qui pèsent sur la confiance atténuent l'impact des politiques économiques actuelles. On n'assiste plus à un redémarrage synchronisé des économies après une récession. À une crise atypique ont suivi une reprise et une phase d'expansion atypiques. Il faut reconnaître que les points d'ancrage auxquels les économistes et les décideurs s'étaient habitués ne sont plus là. Cette étude présente en premier lieu une rétrospective de la conjoncture qui a marqué les 15 dernières années. Elle permet de comprendre que l'accélération de la mondialisation, la crise du désendettement et le vieillissement de la population partout dans le monde ont balayé les anciens repères. Par conséquent, il faut trouver les nouveaux chemins qui mènent à la croissance.

Enfin, le dernier volet vise à porter un regard plus vaste sur les conditions propices à la croissance et au développement. Sans renier l'utilité du PIB, il est possible de baliser le progrès économique avec un plus grand nombre de paramètres, et ce, dans une vision de long terme. Des réformes sont nécessaires pour que les économies retrouvent une certaine robustesse et pour qu'il soit aussi question de développement durable et de pérennité. Ce *Point de vue économique* propose une vision plus inclusive des paramètres qui influencent la croissance à long terme.

PREMIER VOLET

1. 1999-2015 : MULTIPLICITÉ DES CRISES ET PERTE DE CONFIANCE

1.1 Perspectives 2016-2017 : la croissance économique manque de tonus

L'économie mondiale et les économies avancées ne sont pas en récession. Cependant, la crise de 2008-2009 n'a pas été suivie par la phase ascendante d'un nouveau cycle de croissance qui caractérise généralement la fin d'une récession. Considérant l'ampleur de la dernière crise, ce manque de tonus est préoccupant. Selon la Banque mondiale, le taux de croissance annuel de l'économie mondiale s'est chiffré à -0,3 % en 2009, pour remonter par la suite à 5,3 % en 2010. Depuis ce rebond, la croissance s'est affaïssée et elle a stagné aux alentours de 3,3 %.

La première explication de cette faiblesse se trouve du côté de la Chine qui affichera en 2016 une sixième baisse consécutive de son rythme de croissance annuelle, tout en restant cependant au-dessus de 6 %. Un tel essoufflement de la progression moyenne de la Chine a un impact manifeste sur la croissance mondiale. Il est d'autant plus ressenti que le poids de son PIB a dépassé en 2014 celui des États-Unis (selon la parité des pouvoirs d'achat - PPA) et que son influence dans l'économie continuera d'augmenter au cours de la prochaine décennie¹.

La plupart des observateurs s'entendent sur la nécessité de donner une nouvelle impulsion aux économies nationales à l'aide, notamment, de politiques « favorables à la croissance ». Ce constat s'applique particulièrement aux économies avancées.

¹ PIB selon la parité du pouvoir d'achat. Source : *Le poids grandissant de la Chine et des économies émergentes*, Desjardins Études économiques, 19 janvier 2016, <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv160119-f.pdf>

Tableau 1 Croissance du PIB mondial (ajusté selon la PPA*) et taux d'inflation

Pays ou zone	Poids** (%)	Croissance du PIB réel (%)			Taux d'inflation (%)		
		2015	2016p	2017p	2015	2016p	2017p
Économies avancées	39,9	2,1	1,5	1,8	0,3	0,8	1,6
États-Unis	16,1	2,6	1,6	2,4	0,1	1,3	2,1
Canada	1,4	1,1	1,2	1,9	1,1	1,5	1,9
Québec	0,3	1,1	1,3	1,6	1,1	0,7	1,4
Ontario	0,5	2,6	2,6	2,3	1,2	1,8	2,1
Japon	4,3	0,6	0,6	0,6	0,8	(0,2)	0,4
Royaume-Uni	2,3	2,2	1,8	0,9	0,0	0,7	2,0
Zone euro	12,1	1,9	1,5	1,3	0,0	0,2	1,3
Allemagne	3,4	1,5	1,7	1,3	0,2	0,4	1,5
France	2,4	1,2	1,2	1,2	0,0	0,2	1,2
Italie	2,0	0,6	0,7	0,9	0,0	(0,1)	0,8
Autres pays	4,1	1,3	1,4	1,4	0,5	0,8	1,2
Australie	1,0	2,4	3,0	3,0	1,5	1,3	2,2
Économies émergentes et en développement	60,1	3,9	3,8	4,3	6,5	12,0	8,7
Asie du Nord	24,6	6,9	6,7	6,4	1,9	2,4	2,4
Chine	16,6	6,9	6,6	6,2	1,4	2,0	1,9
Inde	6,8	7,2	7,6	7,5	4,9	5,2	5,1
Asie du Sud	5,1	4,4	4,5	4,4	2,9	2,0	3,0
Amérique latine	7,1	(0,8)	(0,9)	1,7	21,3	59,8	40,4
Mexique	2,0	2,5	2,1	2,4	2,7	3,2	3,4
Brésil	3,0	(3,9)	(3,2)	1,1	9,0	7,3	5,3
Europe de l'Est	7,6	(0,3)	1,3	2,2	9,8	5,1	4,8
Russie	3,5	(3,7)	(0,6)	1,2	15,6	6,3	5,4
Autres pays	15,6	3,2	2,2	2,6	5,5	7,7	7,1
Afrique du Sud	0,6	1,2	0,4	1,3	4,6	6,4	5,9
Monde	100,0	3,2	2,9	3,3	2,9	5,6	4,7

p : prévisions; * Parité de pouvoir d'achat : taux de change d'équilibre entre les monnaies, qui assure l'égalité des pouvoirs d'achat entre les pays; ** 2014.

Sources : Banque mondiale, Consensus Forecasts et Desjardins, Études économiques

Ceci étant dit, la décélération de l'économie chinoise n'explique pas, à elle seule, la faiblesse des perspectives mondiales :

- Aux États-Unis, la croissance du PIB réel se limitera à 1,6 % en 2016 et à 2,4 % en 2017. La remontée de la consommation américaine est cependant encourageante.
- L'Europe ne bénéficie pas des promesses de la monnaie unique. Elle s'accroche à la seule robustesse de l'Allemagne et peut difficilement lutter contre les inquiétudes des entreprises relativement aux difficultés de l'intégration européenne.
- Le Japon se reprend quelque peu, mais il affiche une croissance qui flirte depuis 2009 avec des taux nuls.
- La décision du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (*Brexit*) a, dans un premier temps, secoué les marchés, mais les turbulences ne s'arrêteront pas là : il faut prévoir encore beaucoup d'incertitude.

- La Russie et le Brésil, deux puissances économiques en émergence, sont encore aux prises avec la récession. Toutefois, la croissance commence à poindre.
- Les taux d'inflation tendanciels des pays avancés restent globalement faibles et si la déflation n'inquiète pas toutes les banques centrales, le risque d'une baisse généralisée des prix reste l'objet de débat.

Dans ce contexte, la recherche de gains de croissance avec le recours à des politiques budgétaires expansionnistes se heurtent aux limites des niveaux élevés des dettes publiques. Il faut donc prendre en compte que l'effet de levier fiscal demeure limité. De plus, la politique monétaire n'a plus vraiment d'espace, ni pour encourager l'investissement ni pour éviter les risques de déflation. Enfin, beaucoup d'entreprises sont restées trop longtemps surprises par la nouvelle donne concurrentielle et technologique. Elles doivent rattraper un retard d'investissement. Elles font également face à des difficultés de financement liées à la prudence de



nombreuses institutions financières et elles doivent conjuguer avec de lourds enjeux relatifs au capital humain (main-d'œuvre hautement qualifiée parfois manquante et rigidités diverses du marché du travail). Le tout laisse planer un doute sur la capacité des économies à se transformer afin de connaître une nouvelle expansion.

1.2 Petite histoire économique d'un nouveau millénaire

Au 31 décembre 1999, le passage au prochain millénaire devait être accompagné d'un gigantesque bogue informatique. Au matin de l'an 2000, si l'on a pu pousser un soupir de soulagement, c'est que l'on ne soupçonnait pas les multiples bouleversements qui marquent depuis l'équilibre économique et financier mondial.

Technologies de l'information et des télécommunications (TIC)

La bulle spéculative de la fin des années 1990 et du début des années 2000 et son éclatement ont imposé une pause à bien des économies. Cependant, la rupture technologique imposée par les TIC entraîne encore aujourd'hui des transformations majeures dans les modèles d'affaires. Cela se manifeste notamment avec l'accélération sans précédent de la vitesse de circulation de l'information. Elle a joué sur le fonctionnement des marchés financiers, a ouvert les possibilités d'une nouvelle révolution industrielle et a modifié profondément les modes de consommation.

Conflits, protectionnisme et coûts de l'insécurité

Les enjeux géopolitiques semblent prendre une importance grandissante depuis le début du nouveau millénaire avec des conséquences mal mesurées, mais évidentes sur la stabilité économique. Au-delà de l'impact direct sur le PIB américain et l'enclenchement d'une longue période d'assouplissement monétaire, les événements de septembre 2001, notamment, ont réveillé des tendances protectionnistes. À ce titre, les exportateurs canadiens ont été particulièrement exposés (ex. : conflits commerciaux, *Buy American Act* et augmentation des contraintes de sécurité aux frontières).

Crise de 2008-2009 et failles du système financier

Les politiques monétaires extrêmement accommodantes pendant la première moitié des années 2000, la déréglementation et certaines malversations ont contribué à la création d'une bulle immobilière aux États-Unis, à la crise des *sub-primes* et à la débâcle financière en 2008-2009. Celle-ci a entraîné dans une profonde récession de nombreuses économies. Les lourdes perturbations du marché interbancaire ont contribué à un resserrement du crédit, pénalisant les investissements des entreprises déjà freinés par des perspectives de croissance incertaines.

La montée de la Chine et la réorganisation des centres de production

Les années 2000 ont aussi été caractérisées par une croissance exceptionnelle des économies émergentes. On peut évoquer la Chine en particulier qui est devenue membre en 2001 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La concentration des flux de capitaux mondiaux vers l'empire du Milieu, avantaagé par des coûts de production extrêmement bas, a accentué la désindustrialisation des économies avancées.

Construction européenne et instabilité

Les fortes craintes suscitées par la situation de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie ont fait chuter la confiance et l'économie européenne. De plus, elles ont exigé des plans de soutien coûteux et elles ont soulevé des contestations face à une Europe politique en quête de leadership. Si la cohésion et la stabilité financière de l'économie européenne sont nécessaires à l'équilibre de l'économie mondiale, il reste encore fort à faire pour qu'elle réalise son plein potentiel.

L'urgence écologique

C'est davantage pendant les années 2000 que les principes de développement durable ont été les plus expérimentés tant du point de vue des politiques publiques qu'au sein des entreprises. Les conséquences de l'activité humaine sur l'environnement nécessitent des investissements majeurs, eux-mêmes conditionnés par une croissance économique continue. Le tout pose un certain dilemme entre l'impératif économique et l'impératif écologique.

Pour résumer, depuis le début des années 2000, on a assisté à :

- L'éclatement de plusieurs bulles qui ont mis en doute la fiabilité du système financier mondial.
- La faiblesse historique des taux d'intérêt qui rend leur remontée d'autant plus délicate que l'assouplissement monétaire s'est étalé sur une longue période.
- Une réorganisation très rapide des flux commerciaux et des flux de capitaux déstabilisant la structure même des économies avancées.
- Un tournant environnemental, démographique et technologique qui requiert des investissements considérables.
- Dans une certaine mesure, une ouverture des marchés mondiaux mal ou trop peu gouvernée.

Ainsi, à la lumière des événements évoqués précédemment, la faiblesse de la croissance économique est inquiétante, mais elle surprend peu. Elle résulte de beaucoup trop d'instabilité et de peu de confiance. La globalisation de l'économie et de l'information, en dispersant à l'échelle planétaire

les gains de productivité et la création de valeur ajoutée, ne permet plus d'envisager une expansion rapide à court terme comme par le passé.

L'ampleur des politiques économiques ou des « opérations de sauvetage » qui ont été mises en œuvre depuis le début des années 2000 pour soutenir l'économie réelle a été colossale. Ces interventions ont tout de même permis de contenir les dégâts qui auraient pu être plus profonds et d'échapper à un basculement généralisé dans la déflation. Cependant et malgré les nombreuses actions politiques de soutien économique, le PIB réel des économies occidentales n'a pas retrouvé une croissance soutenue. Voilà pourquoi se multiplient aujourd'hui les appels aux réformes structurelles. L'heure est à la transformation des économies vers plus de stabilité et de prévisibilité.

La prochaine partie de l'analyse propose une brève réflexion sur la mesure de la croissance et la création de richesse dans une perspective de long terme.

2. LE PIB RESTE UN INDICATEUR CLÉ POUR IDENTIFIER LES SOURCES DE CROISSANCE

La croissance économique est un concept statistique qui se mesure en fonction des variations du PIB réel. Celui-ci se compose des dépenses des ménages, des investissements des entreprises, des dépenses de l'État et des exportations nettes (les exportations moins les importations). C'est à partir du PIB que l'on peut établir le potentiel économique², c'est-à-dire le niveau de production d'une économie atteint avec la pleine utilisation de ses capacités de production. Ainsi, l'atteinte ou non du potentiel influence l'usage de deux outils majeurs en matière de gestion de l'économie : la politique monétaire et la politique budgétaire. La qualité de ces politiques repose sur la bonne connaissance des causes qui expliquent l'écart entre la performance économique et le plein potentiel.

2.1 À la recherche de l'efficacité économique pour expliquer, comprendre et mesurer la croissance

Avec une première rencontre en 1968 et la publication d'un célèbre rapport en 1972, le Club de Rome a posé les bases de l'impératif d'un développement durable³. Ses principes s'appuient sur une réalité fondatrice de l'analyse économique : la rareté des ressources et la nécessité de les utiliser de manière optimale et responsable. Bien qu'il ait essuyé plusieurs critiques, le rapport a tout de même laissé un legs.

² Le PIB potentiel est une mesure de ce qu'une économie peut produire dans une situation hypothétique de pleine utilisation raisonnable de la main-d'œuvre et du capital pour un niveau de développement technologique donné.

³ *Halte à la croissance? : Rapport sur les limites de la croissance* (Rapport Meadows), Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III, 1972

Le Club de Rome a inspiré le concept de « croissance zéro », lui-même issu d'une autre loi économique : celle du rendement décroissant du capital et de la convergence inéluctable des économies vers un état stationnaire⁴. Aujourd'hui, avec la globalisation accélérée de l'économie et le poids grandissant des pays en émergence, les débats sur le maintien de la croissance à long terme sont de nouveau à l'ordre du jour.

Une croissance soutenable à long terme n'exclut pas la nécessité de créer de nouvelles richesses à court terme. Pourquoi?

- Tout d'abord, parce que le fonctionnement même de l'économie et l'investissement demeurent liés à la croissance.
- Ensuite, parce que la fonction de l'État reste tributaire des revenus de la croissance économique, sans lesquels il ne peut produire de nouveaux biens et services publics ni diminuer significativement les inégalités sociales ou, encore, investir davantage dans les multiples infrastructures nécessaires à un fonctionnement efficace de l'économie.
- Enfin, parce que les risques de la décroissance mettraient en péril les investissements substantiels nécessaires à la transformation de l'économie et de la société.

Ainsi, bâtir une économie dans une vision de long terme et de développement durable passe par des perspectives de profits et de croissance. S'impose ici l'idée d'une croissance de qualité. Il faut aller chercher cette dernière dans les bénéfices des technologies environnementales et de l'innovation sociale ainsi que dans les infrastructures qui contribuent à la robustesse et à l'efficacité d'une économie capable de mieux résister aux crises et aux diverses instabilités de l'économie mondiale. En ce sens :

- Le leadership politique et la coopération joueront un rôle plus important parmi les déterminants de la croissance. Concrètement, on réfère à la qualité des institutions et la cohérence des politiques, afin de réduire les distorsions qui se manifestent par le fardeau bureaucratique et les entraves à la liberté d'entreprendre, à la circulation de l'information et à l'efficacité des marchés.
- On peut difficilement réaliser des transformations sans innovation ni sans investissement. Il faut dans ce contexte encourager les entreprises à renforcer leur bilan, afin d'augmenter leur stabilité à long terme, de mieux financer leurs investissements et de sécuriser ainsi leur croissance.

⁴ La notion des rendements décroissants est une loi économique selon laquelle l'augmentation des moyens de production se traduit par un rendement supplémentaire moindre. En effet, l'utilisation supplémentaire de moyens de production permet d'utiliser des capacités productives de manière plus intensive et d'en augmenter le rendement. Cependant, pour un certain niveau de capacité de production, de nouvelles augmentations des moyens de production ne résultent pas en une croissance aussi rapide du rendement, jusqu'à la stagnation de la production à son maximum potentiel.

- Pour se protéger des risques systémiques liés à la mondialisation, les économies doivent renforcer les piliers de leur propre croissance intérieure, mais doivent également compter sur une gouvernance mondiale améliorée, notamment en ce qui a trait :
 1. Au système financier qui devra être plus proche de l'économie réelle.
 2. Aux accords commerciaux qui devront être définis à l'échelle multilatérale.
 3. Aux principes de développement durable qui devraient permettre l'adoption d'un alignement environnemental par l'ensemble des économies favorisant une concurrence plus juste.

2.2 Vers une utilisation optimale des ressources

Considérant que la globalisation réduit l'impact des politiques nationales, l'angle d'attaque pour stimuler la croissance est étroit et il constitue en ce sens un véritable défi. Cette difficulté pourrait être porteuse d'une bonne nouvelle : elle nécessite une réflexion vers une organisation plus sociale, plus écologique et finalement plus durable, mais néanmoins performante. S'y atteler, c'est tendre à un niveau optimal dans l'utilisation des ressources disponibles. Il s'agit de placer l'économie sur les voies d'une production maximale et d'une utilisation minimisée des ressources, ce qui réfère directement aux principes du développement durable.

Le deuxième volet de ce *Point de vue économique* propose une série d'indicateurs du développement durable appliqués au Québec qu'il conviendrait d'inclure de manière plus systématique parmi les indices de performance économique. Ainsi, le regard posé sur l'évolution de la croissance pourrait prendre un autre aspect.

DEUXIÈME VOLET

3. QUELQUES INDICATEURS POUR MESURER LA TRAJECTOIRE À LONG TERME DE L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

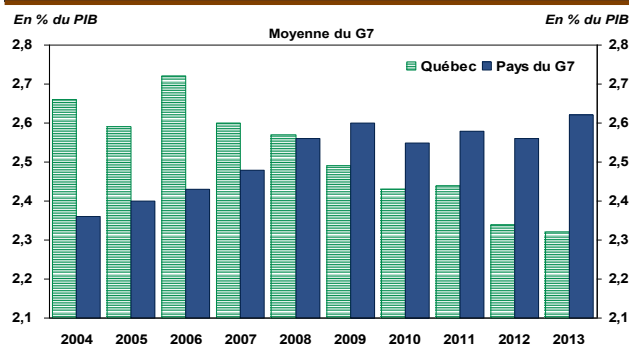
3.1 Des indicateurs de développement social

Les investissements des entreprises et le niveau de vie

L'investissement des entreprises s'essouffle depuis 2013. Au Québec, le volume est passé en dessous de 50 milliards de dollars en 2014 et il a presque rejoint le creux de l'année 2009. Son poids dans le PIB en 2015 a retrouvé le niveau de 2002. De façon plus précise, les investissements des entreprises en produits intellectuels diminuent depuis 2011, ce qui augure mal, alors que l'innovation et les investissements en capital immatériel sont au cœur de la révolution industrielle et écologique en cours. D'ailleurs, le Québec régresse sur le plan de la recherche et développement (R-D) dont la proportion dans le PIB a également tendance à diminuer depuis

2006 (2,7 % en 2006 contre 2,3 % en 2013). En 2013, selon l'Institut de la statistique du Québec, cette part s'établissait en moyenne à 2,6 % pour les pays du G7 (graphique 1).

Graphique 1 – Dépenses intra-muros* de R-D en % du PIB



* Dépenses au titre des travaux de R-D exécutés au sein de la société déclarante, y compris ceux financés par d'autres. Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'enjeu concerne d'abord la capacité de l'économie québécoise à gagner en productivité. L'évolution de cette dernière au cours des quinze dernières années n'a toujours pas permis de rattraper la moyenne canadienne⁵. L'impact sur la rémunération des travailleurs ainsi que sur le revenu disponible des ménages est direct. Globalement, le manque d'élan en R-D et en innovation compromet la progression du niveau de vie. Par ailleurs, il en va de la capacité du Québec à se placer parmi les acteurs du progrès scientifique et technique à l'échelle mondiale, afin de maintenir sa compétitivité.

La dépendance économique, à l'encontre du progrès social

Le rapport de dépendance économique⁶ fait rarement l'objet d'une grande attention. Pourtant, il progresse depuis le début des années 2000 au Québec. L'écart avec le Canada s'est de nouveau accru depuis 2012 (graphique 2 à la page 6). S'il est un baromètre de l'application de mesures sociales, son augmentation n'est pas un signe très positif de progrès social.

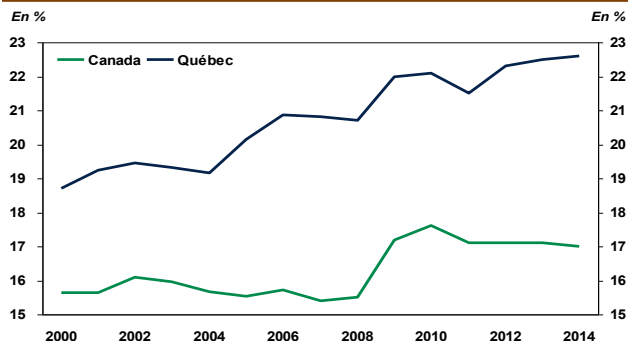
Le coefficient de Gini, qui permet de mesurer les inégalités, montre que le Canada tout comme le Québec a vu les inégalités de revenu après impôt augmenter au cours des années 1990 et s'installer à un niveau relativement stable à compter de 2004 (graphique 3 à la page 6). Le Canada figure relativement bien en matière d'égalité de revenu si on le compare avec d'autres pays développés. Toutefois, selon l'OCDE, les

⁵ En 2015, la productivité du travail s'est établie au Québec à 56,20 dollars par heure travaillée contre 63,96 dollars au Canada. Source : *Productivité et prospérité au Québec 2015*, Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal.

http://cpp.hec.ca/wp-content/uploads/2016/01/PP_2015_01_BILAN.pdf

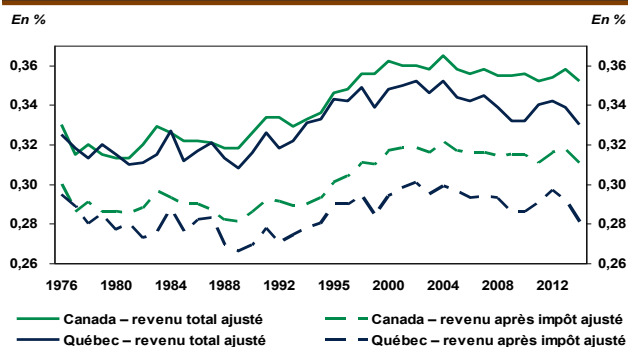
⁶ Le rapport de dépendance économique représente les paiements de transferts gouvernementaux par tranche de 100 \$ du revenu d'emploi total dans une région donnée.

Graphique 2 – Rapport de dépendance économique



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 3 – Coefficients de Gini* du revenu total et du revenu après impôt



* Compris entre zéro et un, mesure le degré relatif d'inégalité dans la distribution du revenu.
Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

inégalités de revenu sont plus élevées au Canada que dans les pays scandinaves, par exemple. D'un point de vue général, les inégalités sociales sont le signe d'une sous-optimisation des ressources disponibles.

Le décrochage scolaire et l'employabilité

À moyen et à long terme, la pauvreté est clairement liée au niveau d'éducation. Le taux de décrochage scolaire est problématique au Québec même si le bilan s'est amélioré ces dernières années. Le taux annuel de sorties du système scolaire, sans diplôme ni qualification, était de 15,3 % pour l'année 2012-2013 (dernière année disponible - tableau 2).

Tableau 2 – Québec : décrochage scolaire

Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel)

	Total	Garçons	Filles
2007-2008	20,3	25,2	15,6
2008-2009	18,4	22,6	14,3
2009-2010	17,4	21,5	13,6
2010-2011	16,2	20,1	12,6
2011-2012	16,2	19,8	12,9
2012-2013	15,3	18,8	11,9

Source : Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Québec

Au-delà des conséquences humaines, l'enjeu concerne aussi la disponibilité d'une force de travail qualifiée. La question est d'autant plus préoccupante que la croissance démographique s'est limitée à 0,5 % en 2015 et qu'elle exercera indéniablement des pressions sur la population active. Alors que la concurrence internationale et la mobilité des capitaux se sont accrues, les pressions à la baisse de la population actuelle ne signifient pas qu'il y aura automatiquement une hausse du taux d'emploi. En raison des besoins sur le marché du travail, l'employabilité reposera sur le développement des qualifications et des compétences.

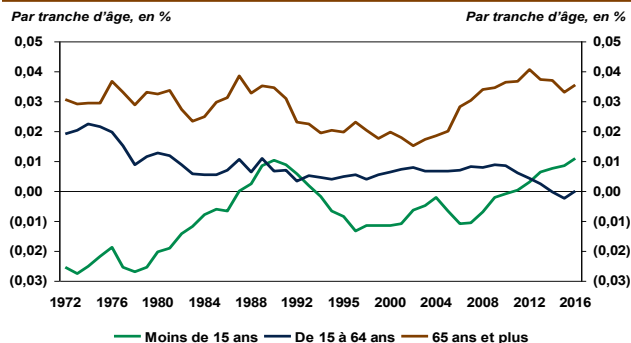
Puisque les entreprises québécoises ont besoin de main-d'œuvre qualifiée, il faut amener les jeunes à compléter leurs études secondaires et les encourager à obtenir leur diplôme. Cette question a été mise en évidence dans deux études publiées antérieurement⁷.

Les initiatives pour lutter contre le décrochage scolaire se multiplient ces dernières années. Elles dépassent l'action gouvernementale : les milieux d'affaires et communautaires s'y sont engagés. Les énergies déployées pour accroître la persévérance scolaire et la réussite éducative doivent aussi être prises en compte quand vient le temps d'évaluer la croissance d'une économie. Amener les jeunes à compléter leurs études secondaires et les encourager à les poursuivre au niveau collégial et universitaire augmentera leur participation au marché du travail et permettra de lutter contre les inégalités et la pauvreté. L'éducation est une richesse en soi, qui profite aux personnes tant en termes de qualité de vie, d'employabilité et de revenus, qu'à l'ensemble de l'économie.

La démographie et la taille de l'économie

L'année 2011 a marqué un tournant de la situation démographique du Québec. Il s'agit de l'année où le nombre de personnes de moins de 15 ans est devenu inférieur à celui des 65 ans et plus. On sait que depuis 2014, la population en âge de travailler diminue (graphique 4 à la page 7). Alors que le taux de fécondité reste en deçà du seuil de renouvellement de la population, c'est la taille de l'économie et son potentiel à long terme qui sont en jeu. La technologie peut cependant contribuer à accroître la productivité. Néanmoins, la concurrence finit toujours par disposer des mêmes avancées ce qui signifie ultimement que les promesses d'une nouvelle technologie ont toujours une limite. De plus, la croissance de la population totale et de la population active demeure un gage d'attractivité et de performance économique à long terme.

⁷ Desjardins, Études économiques, *Le défi de la prospérité durable*, 2011, 84 pages. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/dfp2011-f.pdf?resVer=1385156098000> et *Pour un Québec plus prospère et plus entrepreneurial*, 2014, 102 pages. <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/de2014-f.pdf?resVer=1401906860000>

Graphique 4 – Québec : croissance annuelle de la population

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Partir de ce qui est connu pour porter un regard neuf

Les indicateurs présentés précédemment ne sont pas nouveaux. Cependant, ils devraient être considérés dans la mesure où leur amélioration est essentielle à la performance de l'économie et à sa capacité de participer au progrès social. L'évolution vers une économie plus durable et, en particulier, plus respectueuse de l'environnement passe par d'importants investissements, tant dans le secteur privé que le secteur public. C'est d'ailleurs ce que conclut l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en définissant les contours de la « croissance verte » :

« La croissance verte est la voie à suivre pour passer de l'économie actuelle à une économie durable. Elle consiste à promouvoir la croissance et le développement tout en réduisant la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, en limitant le plus possible la production de déchets et le gaspillage des ressources naturelles, en préservant la biodiversité et en renforçant la sécurité énergétique. Elle nécessite de « découpler » davantage les impacts environnementaux et la croissance économique et d'adopter des modes de consommation et de production plus respectueux de l'environnement tout en réduisant la pauvreté et en améliorant les perspectives des populations en matière de santé et d'emploi. La croissance verte implique de faire de l'investissement environnemental une nouvelle source de croissance économique⁸ ».

3.2 Des indices d'évolution qui passent souvent « sous le radar »**Les émissions de GES**

Sur le plan environnemental, le Québec bénéficie d'un avantage considérable. Il s'agit naturellement de celui de l'hydroélectricité, une énergie propre et renouvelable. De plus, les émissions de GES par habitant sont les plus basses au Canada, à 10,1 tonnes d'équivalent CO₂ en 2013, un niveau

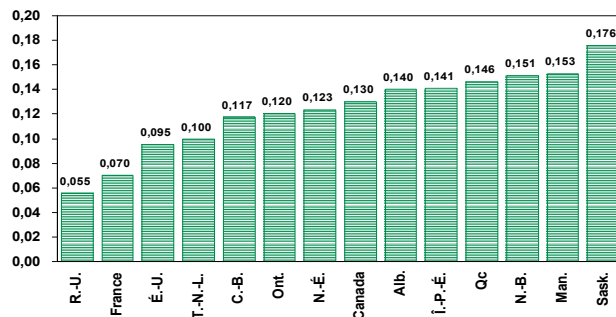
⁸ L'OCDE et la croissance verte, OCDE, <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/44567371.pdf>

qui décroît nettement depuis 2003 et qui se situe à un niveau inférieur par rapport à celui de 1990 (12,8)⁹.

Le Canada dépasse également et de loin, l'intensité énergétique des États-Unis, de la France ou encore du Royaume-Uni, pour ne citer que ces pays (graphique 5). Si le climat et la structure industrielle du Canada, largement portée par l'exploitation de ressources naturelles et particulièrement énergivores, expliquent la consommation élevée d'énergie, ces faits laissent à moyen et à long terme le Canada face à la nécessité de réduire cet écart. L'efficacité environnementale tend à devenir une nouvelle norme de compétitivité et les pressions à la hausse de la demande mondiale exigeront une utilisation plus économe. Cela nécessite, au-delà des possibilités des technologies environnementales, des transformations importantes dans nos modes de production et de consommation.

Graphique 5 – Intensité énergétique : consommation d'énergie finale

En tonnes d'équivalent pétrole par 1 000 \$ US de PIB en 2014



Sources : Conference Board du Canada, Statistique Canada, Agence internationale de l'énergie et Banque mondiale

La consommation d'eau

Le Québec et le Canada disposent d'un autre avantage considérable : l'abondance d'eau douce¹⁰. Les données sur les ressources renouvelables d'eau douce intérieures¹¹ révèlent qu'elles s'élèvent à environ 80 000 m³ par habitant au Canada, comparativement à 8 222 m³ pour les pays membres de l'OCDE, 8 836 m³ pour les États-Unis, environ 21 000 m³ pour l'Australie, 2 980 m³ pour la zone euro et 5 926 m³ pour la moyenne mondiale. Cette abondance

⁹ Source : Émissions de GES, provinces et pays de comparaison, 2013 (en tonnes d'équivalents CO₂ par habitant), OCDE, Environnement et changement climatique Canada, et Conference Board du Canada. <http://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/environnement-fr/ghg-emissions-fr.aspx>

¹⁰ L'eau : côté abondance, côté rareté. Point de vue économique, 14 avril 2016, 11 pages, Desjardins, Études économiques, <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv1604f.pdf?resVer=1460641910000>

¹¹ Source : Indicateurs de développement dans le monde, ressources renouvelables d'eau douce intérieures, par habitant (mètres cubes), Données 2014, World Databank, La Banque mondiale <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ER.H2O.INTR.PC>

peut inciter à une consommation par personne également plus élevée. Elle était de 1 015 m³ par habitant au Canada en 2013, ce qui se compare désavantageusement avec une moyenne évaluée à 310 m³ pour l'Allemagne, par exemple.

Au Canada, 25 % environ de l'eau prélevée est utilisée par le secteur résidentiel et 44 % par le secteur industriel. Les pourcentages sont similaires au Québec qui perd cependant environ 10 % de l'eau prélevée en cours de distribution (comparativement à 5,5 % pour la moyenne canadienne)¹². À ces considérations sur la consommation se greffent des occasions d'affaires pour les entreprises québécoises qui possèdent déjà une expertise en réhabilitation et en restauration des infrastructures de distribution d'eau potable.

On le sait, de nombreux autres indicateurs sont nécessaires pour dresser un portrait de la performance environnementale du Québec (gestion des déchets, qualité de l'air, etc.). Cependant, l'énergie et l'eau occupent une place tellement particulière dans la vie que la qualité de leur gestion doit être sérieusement abordée. Ces quelques observations sur leur consommation suffisent d'ailleurs pour rappeler que le long terme se construit dès aujourd'hui et que l'abondance ne justifie pas un usage insouciant.

3.3 Jeter un regard plus vaste

Les indicateurs qui viennent d'être passés en revue présentent beaucoup d'intérêt. Ils permettent d'esquisser un portrait de l'économie sous un prisme différent de celui sous lequel on l'examine depuis des décennies. De plus en plus, l'analyse du PIB est complétée par des indicateurs de bien-être. À ce titre, l'OCDE a développé l'« Indicateur du vivre mieux¹³ » qui place d'ailleurs le Canada en tête de peloton parmi les pays membres de l'OCDE.

L'investissement dans la propriété intellectuelle, la réduction de l'indice de dépendance économique, l'amenuisement des inégalités, l'élimination du décrochage scolaire, le potentiel d'expansion de l'économie en lien avec la démographie, la qualité de l'air ainsi que l'abondance et la gestion réfléchie d'une ressource essentielle comme l'eau ne sont pas des paramètres qu'il faut associer uniquement au progrès social. Ils ont un impact réel sur l'économie, particulièrement sur l'horizon de long terme. C'est là où l'on rejoint le développement durable. Ils permettent de donner de la perspective et une dimension nouvelle à la notion de croissance puisqu'ils la conditionnent à bien des égards. Implicitement,

ils portent en eux la notion de potentiel de développement de l'économie. Ils réfèrent également à l'efficacité, au meilleur usage des ressources.

Est-ce que le regard sur la croissance serait le même si ces indicateurs étaient pris en compte avec ceux qui servent actuellement à ausculter l'économie? La comparaison entre les États changerait-elle le classement existant à la lumière de ces indicateurs de long terme? Le potentiel pourrait-il être défini différemment? Les rouages de l'économie sont plus complexes et ses leviers plus nombreux que par le passé. Il n'est pas question ici de renier les outils qui servent à propulser les économies, mais d'en associer d'autres et d'en prendre la mesure.

CONCLUSION

Vers une nouvelle performance économique

Cette étude a tout d'abord cherché à décrire la période particulière qui a été celle des années 2000, caractérisée par des crises relativement profondes et marquée par l'interdépendance accrue des économies. L'accélération de la concurrence mondiale a bousculé les bases industrielles des pays avancés dont la population vieillit. Ils doivent rebâtir leur compétitivité en s'appuyant sur les nouvelles technologies. Les quinze dernières années ont permis à une nouvelle conscience sociale et environnementale de s'affirmer et de questionner les modèles de production.

Le constat d'une faiblesse généralisée de la croissance dans les pays occidentaux a également interpellé les observateurs sur la nécessité d'envisager les politiques économiques dans une perspective de plus long terme et sur la transition obligée vers un développement plus durable. La vulnérabilité d'une économie sans croissance reste préoccupante. Il faut garder en tête que le progrès souhaité vers une production plus responsable ne trouvera pas un élan suffisant sans les moteurs conventionnels de l'innovation et de l'investissement.

En ce sens, la transition économique actuelle s'appuie sur la recherche de toutes les sources potentielles d'efficacité. Elle nécessite l'observation d'indicateurs plus propres à un développement économique durable. Le programme est vaste et il touche à la fois les gouvernements, les entreprises et les particuliers. Ils sont au cœur de cette mutation parce qu'ils en sont les acteurs.

¹² Source : *Prélèvements d'eau par utilisation, Canada, 2013* (% du total des prélèvements), Statistique Canada, Conference Board du Canada. <http://www.conferenceboard.ca/hcp/provincial-fr/environment-fr/water-withdrawals-fr.aspx>

¹³ *Indicateur du vivre mieux, OCDE*, <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/555555555555>